

indépendant — intrépide — compétent

JOURNAL FRANZ WEBER

juillet | août | septembre 2026 | No 157



www.ffw.ch

Contenu



PAGE 6

Une armature pour le platane en parasol d'Einigen 7

Zoos : quand les animaux deviennent « surnuméraires » 12



PAGE 18

Venezuela et Colombie :
la Colombe Rouge reprend son envol 18

SAN ACAN : centre de sauvetage
pour tortues terrestres..... 24

Trois chevaux trouvent un refuge sûr à Bonrook,
en Australie 26

Saltwatta Roots : un vent d'espoir
pour la mer des Caraïbes..... 29



PAGE 29

Helvetia Nostra : le droit de recours
au service de la nature..... 33

imprimé en
suisse



IMPRESSUM

UNE PUBLICATION DE LA FONDATION FRANZ WEBER | REDACTION EN CHEF: Vera Weber et Matthias Mast

REDACTION : Vera Weber, Michel Brunner, Anna Zangger, Leonardo Anselmi, Tomas Sciolla, Viktoria Kirchhoff, Leïla Ezzat

LAYOUT: Tirsá Sánchez, FFW | PARUTION: 4 fois l'an aux donateurs et donatrices | PHOTO DE COUVERTURE: Meli, sauvée des décombres en Colombie

IMPRESSION: Druckerei Kyburz AG | ABONNEMENTS/ÉDITEUR: Journal Franz Weber, Case postale, 3000 Berne 13, Suisse

T: +41 (0)21 964 24 24, E-Mail: ffw@ffw.ch | www.ffw.ch

Tous droits réservés. Reproduction de photos, de textes ou d'illustrations uniquement avec la permission de la rédaction.

Aucune responsabilité ne peut être acceptée pour les manuscrits ou les photos non sollicités.

COMPTE DE DONS:

IBAN: CH31 0900 0000 1800 6117 3 / Compte Postfinance en faveur de: Fondation Franz Weber, Case postale, 3000 Bern 13, Suisse

Éditorial

Chère lectrice, cher lecteur

La Colombe Rouge reprend son envol

En 1979, Judith et Franz Weber, portaient une vision alors révolutionnaire : donner aux animaux des droits, et des institutions internationales pour les défendre. Ils créèrent les Nations Unies des Animaux et la Cour Internationale de Justice des Droits de l'Animal. Dans le même ordre d'idée, ils créèrent en 1981 la Colombe Rouge, la Croix-Rouge des animaux, avec une mission claire : sauver, soigner et protéger les animaux victimes de catastrophes, d'accidents et de conflits.



VERA WEBER

Présidente
Fondation Franz Weber

À l'époque, elle intervint à plusieurs reprises. Mais l'urgence d'autres combats, les grandes distances et l'énorme défi logistique finirent par freiner son élan.

Aujourd'hui, la Colombe Rouge vole à nouveau.

Tout est reparti des séismes au Venezuela et en Colombie. Les appels au secours se sont multipliés. Des animaux blessés, malades, affamés, égarés. Des personnes qui avaient tout perdu et qui nous demandaient malgré tout : Aidez aussi nos animaux.

Nous avons les moyens d'aider, et c'est ce que nous avons fait.

Depuis des années, la FFW travaille en Amérique latine. Nous parlons la langue, connaissons les pays, leurs lois et leurs autorités, les réalités du terrain – mais aussi les limites du possible. Surtout, nous pouvons compter sur des équipes et des personnes de confiance sur place. Sans elles, aucune aide efficace ne serait possible.

Ce n'est donc pas un hasard si la Colombe Rouge reprend son envol en Amérique latine. C'est là qu'aujourd'hui, nous avons les moyens et les structures nécessaires pour agir rapidement, concrètement et efficacement.

Mais comment rester insensible lorsque les forêts brûlent en Europe, que la terre tremble en Asie, que les eaux emportent tout ailleurs ou que la guerre éclate ? Partout, les animaux paient eux aussi un terrible tribut. Notre premier élan est de partir. D'aider. De les sauver tous.

Mais nous ne le pouvons pas.

La Colombe Rouge doit donc rester fidèle à une règle essentielle : concentrer ses forces là où la FFW dispose déjà des connaissances, des relais et des structures nécessaires pour agir efficacement.

C'est ainsi, de manière responsable, que la Colombe Rouge reprend aujourd'hui son envol.

votre Vera Weber.

En Bref

LES ARBRES SONT NOS MEILLEURS ALLIÉS

Nos arbres et nos forêts sont en détresse. Les canicules répétées et l'extrême sécheresse de ces derniers étés ont affaibli des arbres pourtant sains dans toute la Suisse, en ville comme à la campagne et en forêt. En particulier, de nombreux hêtres ont bruni prématurément sous l'effet de la sécheresse, donnant aux forêts un aspect presque automnal. Déjà éprouvés par plusieurs années difficiles, ces arbres abordent ainsi la prochaine saison dans un état d'affaiblissement accru.

Les effets du dérèglement climatique sur la nature et la santé humaine sont désormais manifestes. Cet été, nos villes sont devenues, par moments, invivables : nous suffoquons dans les espaces bétonnés que nous avons si longtemps privilégiés, d'ailleurs toujours tenus pour « nécessaires » par le secteur immobilier. Une grande partie de la solution

est pourtant bien connue : les arbres. Les arbres rafraîchissent l'air et les sols par leur ombre et leur évapotranspiration, atténuent les îlots de chaleur, filtrent certains polluants et offrent des refuges indispensables à la biodiversité. En absorbant le CO₂, ils contribuent par ailleurs à la lutte contre le changement climatique.

Pour la Fondation Franz Weber et son organisation sœur Helvetia Nostra, chaque arbre compte. C'est pourquoi nous continuons, par exemple, de nous opposer à l'abattage de l'allée d'Ostermundigen, prévu dans le cadre de la construction d'un tramway— même le développement de transports en commun ne saurait justifier de nous départir de nos alliés les plus précieux.

Les arbres anciens rendent des services écosystémiques irremplaçables: il



faudrait entre 100 et 400 jeunes arbres pour compenser la perte d'un seul arbre mature et cinquantenaire, et compter plusieurs décennies avant qu'ils puissent remplir des fonctions comparables. Les vieux arbres sont aussi les témoins vivants de notre histoire et des éléments structurants de nos paysages et de notre patrimoine.

Protéger les arbres existants et renforcer la couverture végétale, ou « canopée » de nos villes et villages n'est donc plus une simple question d'esthétique : cela devient une nécessité au service de la biodiversité et de la qualité de vie dans un climat qui se réchauffe.

FUTURE FOR WILDLIFE : LE PODCAST DE LA FONDATION FRANZ WEBER

Que faut-il pour protéger un éléphant, sauver un arbre, freiner le trafic illégal d'espèces ou rendre sa dignité à un animal qui a vécu toute sa vie en captivité ? Derrière chaque question se cachent des connaissances, de la solidarité et des batailles juridiques — mais surtout, des personnes engagées et passionnées.

Nous lançons Future for Wildlife, le podcast de la Fondation Franz Weber dédié à celles et ceux qui défendent la nature, les animaux et les paysages, en Suisse et dans le monde. Dans chaque épisode, nous vous emmènerons sur le terrain, au cœur de nos campagnes, là où des solutions concrètes existent encore. Pour la nature, les paysages et celles et ceux qui y vivent.

Pour écouter le premier épisode, scannez le **Code QR** ci-dessous, et abonnez-vous !



WIKIE ET KEIJO : PAS AU LORO PARQUE !

En 2021, la France a décidé de mettre un terme aux spectacles de cétacés et à leur détention à des fins de divertissement, d'ici décembre 2026. Pourtant, après la fermeture du Marineland d'Antibes en janvier 2025, une question essentielle reste sans réponse : quel avenir pour Wikie et son fils Keijo, les deux dernières orques captives de France ?

Aujourd'hui, leur transfert vers le Loro Parque de Tenerife semble imminent. Autrement dit : plutôt que de trouver une solution conforme à l'esprit de la loi française, on déplacerait le problème vers l'Espagne.

Début juin 2026, la FFW s'est rendue au Loro Parque pour voir, de ses propres yeux, ce qui attendrait Wikie et Keijo. Le constat est accablant : orques et dauphins y sont toujours détenus et exhibés pour divertir les touristes, et font l'objet de programmes de reproduction en captivité. Ils sautent, posent, obéissent aux ordres et, deux fois par jour, exécutent leurs numéros devant le public, au rythme d'une musique assourdissante et des applaudissements. Pour une espèce dont les perceptions sont d'abord acoustiques, c'est tout simplement de la torture.

« L'urgence » dont se prévalent le Marineland et le gouvernement français pour légitimer l'envoi rapide de Wikie et Keijo au Loro Parque est le résultat direct du manque de prévoyance et un défaut de gestion du parc français, mais aussi de la France elle-même, suite à la modification de la loi en 2021. Cette situation ne peut pas justifier des décisions contraires au bien-être de ces animaux. Ils doivent continuer à être pris



La France interdit les spectacles d'orques, mais veut déplacer le problème en Espagne : envoyer Wikie et Keijo au Loro Parque, où ordres, musique et numéros en bassin continuent, serait un véritable aveu d'échec. Photo : FFW

en charge à Antibes aussi longtemps que nécessaire, jusqu'à ce qu'un sanctuaire marin réellement adapté à leurs besoins puisse les accueillir.

La France, à l'instar de la Suisse il y a plus de dix ans, reconnaît désormais que les orques et les dauphins n'ont rien à faire en captivité, et que les spectacles impliquant des cétacés sont inacceptables. La France ne peut donc pas, aujourd'hui, exporter les conséquences de son choix vers l'Espagne, en envoyant ses deux dernières orques dans un établissement qui perpétue le modèle obsolète auquel elle a renoncé. L'autorité scientifique espagnole a par ailleurs émis, dans le cadre CITES, un avis défavorable à leur transfert vers le Loro Parque, avis qui doit être respecté par les autorités françaises.

L'Espagne doit, elle aussi, agir. Elle compte encore le plus grand nombre de delphinariums ouverts de l'Union

européenne, avec environ une centaine de dauphins et plusieurs orques détenus dans des installations destinées à l'exhibition publique. Accueillir de nouveaux cétacés ne ferait que prolonger le problème et conforter l'Espagne dans son rôle de refuge d'une industrie en déclin.

C'est pourquoi la FFW mobilise aujourd'hui ses relais politiques en Espagne. Elle demande de toute urgence une modification de la loi de 2023 sur la protection et le bien-être des animaux afin d'interdire les spectacles et les interactions commerciales avec les cétacés, d'empêcher toute nouvelle arrivée dans les delphinariums et d'établir une véritable feuille de route pour sortir de ce modèle.

Dans l'immédiat, cette réforme pourrait constituer l'un des derniers moyens d'empêcher Wikie et Keijo d'être envoyés au Loro Parque.



Une armature pour le platane en parasol d'Einigen



L'un des plus remarquables platanes à couronne en parasol d'Europe a bien failli être sévèrement étêté, voire abattu. Mais grâce à la collaboration de spécialistes et au soutien financier de la Fondation Franz Weber, de la commune de Spiez et de plusieurs donateurs, un dispositif inédit de sécurisation de la couronne a pu être conçu, permettant ainsi de préserver l'arbre.



MICHEL BRUNNER

Expert en arbres et fondateur de
« pro arbore – Inventaire suisse des
arbres »

Devant le débarcadère d'Einigen, sur les rives du lac de Thoune (BE), se dresse un platane noueux qui, avec sa vaste couronne en forme de parasol, constitue un arbre hors norme. Rares sont les platanes taillés en têtard qui possèdent, en Europe, des branches charpentières disposées en couronne aussi puissantes, prenant naissance dans un tronc dont la circonférence atteint tout de même 5,4 mètres. Avec une couronne de 15 mètres de diamètre pour une hauteur d'une douzaine de mètres, cet arbre chargé d'histoire est plus large que haut.

Les arbres à couronne en parasol – une forme classique de l'époque baroque – se sont surtout fait connaître en Suisse

pendant la Belle Époque, entre 1870 et 1914 environ, lorsque les classes aisées ont commencé à découvrir plus largement les plaisirs de la vie à la campagne. Les dames issues de la noblesse appréciaient tout particulièrement ces couronnes maintenues à l'horizontale, sous lesquelles elles pouvaient refermer leur ombrelle tout en restant à l'ombre. Il leur fallait en effet préserver à tout prix la pâleur de leur peau délicate, signe extérieur permettant de se distinguer clairement des classes populaires. Ces usages ont aujourd'hui disparu et, avec eux, les arbres taillés en parasol – ou en têtard. Il s'agissait principalement de tilleuls, de marronniers d'Inde et de platanes, des essences qui se prêtent particulièrement bien à cette forme.

À notre époque, pourtant, alors que les périodes de forte chaleur estivale se multiplient, les arbres aux larges couronnes sont plus précieux que jamais. Seul représentant de ce type dans toute la région, le platane d'Einigen est à la fois l'un des derniers témoins de son époque et un monument naturel d'importance internationale. Selon une riveraine aujourd'hui décédée, son grand-père l'aurait planté en 1914, alors qu'il n'était encore qu'un jeune arbre.



Sans doute avait-il eu la clairvoyance de vouloir procurer un peu d'ombre aux voyageurs attendant le bateau lors de l'inauguration du débarcadère, le 11 mai 1929.

Un ancien problème, une solution nouvelle

Comme chez tous les vieux arbres têtards, la suppression répétée de la flèche centrale a entraîné sa décomposition, ouvrant depuis le sommet une vue sur l'intérieur du tronc, creux mais sain. En raison de la taille constam-



Avec ses huit mètres de long et ses 800 kilos, le mât métallique livré sur place est une construction impressionnante. Après l'apparition des feuilles, la structure métallique disparaîtra en grande partie dans la couronne du platane. Photos : Michel Brunner

ment radicale des nouvelles pousses, l'arbre n'a pas pu compenser suffisamment les lésions sur la face supérieure des branches. La pourriture a ainsi creusé ses branches charpentières en forme de cuvette. Seule la formation de bois de réaction sur leur face inférieure a empêché la rupture de certaines de ces branches, qui pèsent parfois plusieurs tonnes.

Pour des raisons de sécurité, une entreprise de soins aux arbres a préconisé, au printemps 2025, l'abattage parmi les solutions envisageables. Cette option n'était toutefois pas réellement acceptable, puisque le platane est protégé et demeure globalement en très bonne santé. Comme solution de remplacement, il a donc été proposé de supprimer l'ensemble de ses branches princi-

pales, autrement dit de procéder à un éêtage radical, ce qui aurait défiguré et gravement endommagé l'arbre.

Cherchant un deuxième avis, la Fondation Franz Weber a finalement mandaté Fabian Dietrich, spécialiste en soins aux arbres titulaire d'un brevet fédéral. Celui-ci a proposé une structure de soutien placée au centre du tronc. Les étais classiques avaient en effet été exclus d'emblée, car la propriétaire et d'autres riverains utilisent l'espace situé sous l'arbre pour y stationner des voitures et des bateaux.

Indépendamment de cette démarche, l'auteur, Michel Brunner, s'est rendu auprès du vieux platane et a évoqué une méthode inhabituelle qu'il avait observée en Allemagne de nombreuses années auparavant. Sur un vieux tilleul, les fragments désolidarisés du tronc n'avaient pas été soutenus par-dessous – et donc poussés vers le haut –, mais au contraire reliés, au moyen de câbles de traction, à un mât métallique installé au centre du tronc. Comme il n'était toutefois pas possible de bétonner simplement un mât à l'intérieur du platane d'Einigen, des réflexions supplémentaires se sont imposées.

Fabian Dietrich s'est immédiatement montré enthousiaste à l'idée de concevoir une structure de soutien inédite. Roman Stucker, collaborateur de l'entreprise Baumpflege Dietrich GmbH, a alors mesuré, depuis le centre du tronc, tous les angles formés par les branches charpentières ainsi que la distance entre les points d'ancrage sur les branches et le futur mât.

Le pilier, fabriqué sur la base de ces mesures par l'entreprise Seiler AG à Bönigen, a pu être dressé au centre du tronc à l'aide d'un camion-grue.

Son extrémité inférieure, taillée en pointe et préalablement plongée dans du bitume afin de protéger davantage le métal galvanisé contre la corrosion, a été enfoncée sur environ un demi-mètre dans le tronc creux, décomposé en terreau de bois. Après avoir été maintenu provisoirement par des sangles, le mât a été enfoncé encore un peu plus profondément dans le sol à l'aide d'un dispositif de traction par câble.

Quand un monument naturel devient une œuvre d'art

Les travaux ont été réalisés en deux jours à partir du 23 février 2026, sous la direction de Roman Stucker, de l'entreprise Baumpflege Dietrich GmbH, avec un autre collaborateur ainsi que Michel Brunner lui-même. Le mât métallique de huit mètres de long, pesant environ 800 kilos, a été relié en couronne aux branches principales les plus solides au moyen de cinq câbles d'acier inférieurs. Treize câbles d'acier supplémentaires, fixés au sommet du mât, ont permis de sécuriser les extrémités très étalées des branches secondaires restantes.

Les dispositifs rigides de sécurisation de la couronne ne laissant aucun jeu, la traction exercée par les puissantes branches enfonce automatiquement le mât dans le sol. Celui-ci ne peut pas non plus basculer, puisqu'il est retenu sur tout son pourtour par un total de 18 points d'ancrage. Grâce à son large tronc et à sa hauteur relativement faible, l'arbre lui-même présente une bonne stabilité. Sa résistance à la rupture est désormais garantie par cette construction unique, qui pourrait établir de nouvelles références dans le domaine des soins aux arbres.



Outre la mise en place du dispositif de soutien inédit, qui évoque l'armature d'un parasol, la périphérie extérieure de la couronne du platane a été allégée.

Grâce à une excellente collaboration, une solution élégante et idéale pour toutes les parties a ainsi été trouvée : l'espace situé sous la couronne demeure entièrement libre. Le platane en parasol possède désormais une armature à sa mesure, laquelle devrait progressivement disparaître sous le feuillage à mesure que les nouvelles pousses se développeront durant l'été.

Certains se demanderont sans doute pourquoi déployer tant d'efforts pour un arbre. Mais à l'instar d'un édifice chargé d'histoire, ce platane n'est pas simplement un arbre : il constitue un patrimoine culturel. Sa forme en parasol a été façonnée par l'être humain dès son origine et mérite, à ce titre, une attention particulière dans son contexte historique.

Lorsque l'arbre est dépourvu de feuilles, la structure évoque aujourd'hui un mât de voilier et s'accorde ainsi parfaitement avec le débarcadère : une véritable symbiose entre l'ancien et le nouveau.

Une riveraine a même déclaré : « Je trouve cette construction très jolie. Elle me rappelle un mât de mai, comme ceux que l'on voit en Bavière. » L'imagination des personnes présentes s'est aussitôt mise en mouvement : certaines ont proposé de décorer la structure de guirlandes et d'organiser une fête villageoise sous l'arbre, ou encore de l'orner d'illuminations de Noël pendant les longues nuits d'hiver.

Ici encore, une devise s'impose : qui a des idées trouve des solutions ! Cette réalisation peut assurément servir de source d'inspiration pour résoudre à l'avenir d'autres situations délicates concernant de vieux arbres remarquables.

Outre plusieurs donateurs privés, la commune de Spiez a généreusement contribué à hauteur de 4'000 francs aux importants travaux de soins apportés à l'arbre. Afin de couvrir les coûts élevés de l'intervention, tout don supplémentaire est bienvenu.

**IBAN : CH31 0900 0000 1800 6117 3
Compte PostFinance en faveur de :**

**Fondation Franz Weber
3000 Berne 13
Mention : « Platane Einigen »**



Au printemps, les plaies de taille seront traitées avec un baume cicatrisant à base de champignons du genre *Trichoderma*, un fortifiant végétal qui limite la colonisation par les champignons lignivores.

L'auteur invité de la FFW, **Michel Brunner**, graphiste et photographe, documente depuis 1997 des arbres particulièrement anciens, grands et insolites. À partir de sa collection de données et d'images portant sur environ 4 000 arbres, il a publié des exemplaires dans des livres ainsi que sur des calendriers, cartes postales et affiches. Michel Brunner est par ailleurs un conférencier très recherché sur les questions liées aux arbres. Il s'engage en faveur d'une gestion adaptée et de la préservation des arbres anciens, dont il estime que la protection présente des lacunes particulières en Suisse.

Zoos : quand les animaux deviennent « surnuméraires »



Le gélada (*Theropithecus gelada*) est un primate de la famille des Cercopithecidae et la seule espèce encore existante du genre *Theropithecus*. Dans la nature, les géladas choisissent leurs compagnons de vie.

Photo : Shutterstock

La mise à mort d'animaux en bonne santé est de plus en plus présentée, par les zoos, comme une méthode rationnelle de gestion des populations captives, voire comme l'équivalent de processus observés dans la nature. Les drames récemment survenus aux zoos de Bâle et Zurich révèlent pourtant une autre réalité : lorsque les naissances, la composition des groupes et les conditions de détention sont entièrement contrôlées par l'être humain, les animaux ne sont pas victimes de la nature, mais d'un système défaillant.



ANNA ZANGGER

Avocate et directrice des
campagnes internationales

Des animaux devenus encombrants

En 2014, la mise à mort par le zoo de Copenhague de Marius, un girafon en parfaite santé mais jugé génétiquement « excédentaire », avait provoqué une onde de choc en Europe. Dix ans plus tard, cette pratique est loin d'avoir disparu.

En Suisse, le Zoo de Zurich a tué trois suricates en surnombre en 2024, puis dix géladas en mars 2026 afin de réduire la taille du groupe de singes, devenue ingérable. Au parc animalier de Berne, les animaux devenus trop âgés ou vulnérables peuvent être abattus. Quant au directeur du Zoo de Bâle, il indiquait en 2025 que son établisse-

ment euthanasiait chaque année entre quinze et vingt animaux, notamment des chèvres et des moutons, mais aussi des zèbres et des ânes de Somalie, une espèce pourtant en danger critique d'extinction.

Le phénomène ne concerne donc ni quelques cas isolés ni seulement des espèces « communes ».

L'euthanasie préconisée comme « méthode de gestion »

Un article scientifique publié en 2024 dans la revue PNAS¹ présente le recours à l'euthanasie comme une stratégie « rationnelle et responsable » de gestion des populations captives. Ses auteurs estiment que l'allongement de la vie des animaux dans les zoos entraîne un vieillissement des groupes, occupe durablement les places disponibles et limite la diversité génétique des générations futures. Ils mettent également en avant les inconvénients des autres méthodes de régulation : la contraception peut provoquer des effets secondaires, tandis que la séparation des sexes risque d'altérer les comportements sociaux.

¹ Clauss, M. et al. (2024). Zoos must embrace animal death for education and conservation. PNAS, 121(52). <https://doi.org/10.1073/pnas.2414565121>

Ce raisonnement repose sur une confusion fondamentale : un zoo n'est pas un écosystème et ne s'y apparente pas. La prédation ou la mortalité liée aux conditions environnementales sont des processus écologiques; la mise à mort planifiée d'un animal captif en bonne santé constitue une décision humaine et institutionnelle. Présenter celle-ci comme un phénomène « naturel » revient à masquer la responsabilité de ceux qui ont autorisé la naissance de l'animal, organisé sa reproduction et décidé des conditions dans lesquelles il devrait vivre.

Le « surplus » n'est pas une fatalité biologique

Aucun animal ne naît « excédentaire ». Il le devient uniquement au regard des objectifs et des capacités d'une institution.

Le cas des gorilles mâles est particulièrement révélateur. Les mâles et les femelles naissent en nombres approximativement égaux. Or, les groupes reproducteurs constitués par les zoos ne comportent généralement qu'un seul mâle sexuellement actif pour plusieurs femelles. Compte tenu de la longévité des gorilles et du nombre limité de places disponibles, il est donc prévisible qu'une partie des mâles ne puisse jamais prendre la tête de son propre groupe.

Les solutions alors envisagées – castration, contraception, groupes de mâles célibataires, transferts incessants, isolement ou mise à mort – ne répondent pas à un problème survenu de manière imprévisible. Elles constituent les conséquences directes d'un programme de reproduction poursuivi alors même que les institutions savent qu'elles ne pourront pas garantir à chaque animal une place adaptée pendant toute sa vie.



Les zoos justifient leur existence par leur rôle dans la conservation des espèces menacées. Pourtant, ils abattent aussi bien des ânes de Somalie, une espèce menacée, que des zèbres, qui ne le sont pas. Dès que la place vient à manquer, l'argument de la conservation ne tient plus.

Photos : âne de Somalie et zèbre du zoo de Bâle, Shutterstock



À Bâle, un système aux conséquences mortelles

La mort de Mobali au zoo de Bâle, en juillet 2026, illustre tragiquement cette logique. Ce gorille âgé de onze ans avait été castré afin d'être maintenu dans son groupe natal après sa maturité sexuelle. À l'automne 2025, le Zoo de Bâle y avait introduit Yeba, un nouveau mâle dominant. Des affrontements et des morsures avaient rapidement éclaté, puis les tensions s'étaient intensifiées durant plusieurs mois.

Gravement blessé dans la région génitale par Yeba et ne pouvant plus uriner normalement, Mobali a finalement été euthanasié le 14 juillet 2026. Le même jour, Yeba a mortellement blessé son propre bébé, âgé d'à peine quatre jours. La femelle Joas, mère de Mobali et du nouveau-né, a quant à elle perdu deux de ses enfants en 24 heures – un vrai drame, lorsque l'on sait que cette espèce hautement intelligente et sociale ressent les

souffrances psychologiques et le deuil de manière comparable aux êtres humains.

La nature ne peut servir d'alibi

La question essentielle est ici de savoir pourquoi la situation a pu atteindre une telle gravité. La naissance de Mobali, sa castration, l'introduction de Yeba, la composition du groupe et le maintien des deux mâles ensemble malgré des conflits répétés résultaient tous de décisions humaines.

Dans la nature, un gorille peut quitter son groupe ou s'éloigner d'un individu agressif. L'environnement des zoos, entièrement contrôlé par les humains, ne permet pas ces évitements ; la captivité transforme ainsi des tensions sociales en situations sans issue. Quant à l'infanticide, il existe dans la nature, mais dans des conditions bien précises : lorsqu'un nouveau mâle dominant prend le contrôle d'un groupe, et qu'il décide d'éliminer les

bébés de l'ancien mâle. Aucun cas où un mâle a tué son propre bébé n'est documenté à l'état sauvage.

Le décès d'une autruche du Zoo de Bâle, quelques semaines auparavant, révèle le même problème. Le 26 juin, l'animal, apparemment poursuivi par un zèbre, était tombé dans le bassin des hippopotames, qui l'avaient tué. En 2004 déjà, un zèbre était mort de la même manière dans cette installation. Pourtant, le zoo a invoqué l'impossibilité d'atteindre le « risque zéro » et n'a annoncé aucune mesure particulière.

Or, lorsque les animaux ne choisissent ni leurs compagnons ni l'espace dans lequel ils sont enfermés, l'établissement qui organise leur cohabitation doit prévenir les dangers prévisibles. Ces morts ne peuvent être simplement qualifiées d'« accidents » ou assimilées aux aléas de la vie sauvage.

Reproduire au nom de quelle conservation ?

Les zoos justifient fréquemment leurs programmes d'élevage par la conservation des espèces. Pourtant, les naissances en captivité ne contribuent pas à la sauvegarde des populations sauvages. Très peu d'espèces détenues par les zoos, et encore moins d'individus, peuvent être réintroduits dans la nature.

En particulier, le gorille des plaines de l'Ouest est en danger critique d'extinction, et les principales menaces qui pèsent sur lui sont le braconnage, les maladies et la destruction de son habitat. Les mesures de conservation préconisées par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) se concentrent donc sur la protection des populations sauvages et de leurs milieux, et non sur leur reproduction dans les zoos européens.



Chaque naissance d'un gorille dans un zoo européen est présentée comme un succès pour la conservation de l'espèce. Pourtant, l'immense majorité de ces animaux ne connaîtra jamais la vie sauvage. Photo : Zoo de Bâle, FFW

Les animaux concernés ne sont d'ailleurs pas toujours menacés : ni le gélada, ni l'autruche d'Afrique, ni le zèbre de Grant ne le sont à l'échelle mondiale. Quel objectif de conservation justifie alors de les faire naître et de les maintenir en captivité, avant de les tuer lorsqu'ils deviennent trop nombreux ou difficiles à gérer ?

Assumer chaque vie, de la naissance à la mort

Une institution qui décide de faire naître un animal doit être capable d'assumer sa vie jusqu'à sa mort naturelle. Cela implique de limiter strictement les naissances aux places réellement disponibles, d'adapter les groupes et les infrastructures et, à terme, de mettre tout simplement fin à la reproduction et de développer des solutions d'accueil dans des sanctuaires. Malgré ses limites, la contraception demeure éthiquement préférable à la mise à mort d'un animal sain. Il faut en outre distinguer clairement l'euthanasie destinée à abrégier les souffrances incurables d'un animal gravement malade ou blessé de l'abattage décidé parce qu'un individu ne trouve plus sa place dans un programme d'élevage.

Pour la Fondation Franz Weber, la ligne rouge se situe là. Les animaux ne sont pas des unités interchangeables au service d'une collection ou d'un programme génétique. Lorsque leur castration, leur déplacement, leur isolement ou leur mise à mort deviennent nécessaires à la perpétuation du système, celui-ci ne sert plus les animaux : ce sont les animaux qui le servent. Il est temps de mettre fin aux programmes de reproduction qui ne contribuent pas à la sauvegarde des espèces et de consacrer davantage de ressources à une conservation véritable : celle des animaux sauvages dans leurs milieux naturels.



Le gorille des plaines de l'Ouest, en danger critique d'extinction, est avant tout menacé par le braconnage et la destruction de son habitat – et non par un manque de naissances dans les zoos.

Photo : Shutterstock

Barcelone met fin à la détention des éléphants : une victoire après un long combat de la FFW

Il y a douze ans, la Fondation Franz Weber (FFW) s'engageait pour mettre fin à la détention des éléphants au zoo de Barcelone. Aucun sanctuaire ne pouvait alors les accueillir en Europe. Notre objectif était donc clair : obtenir l'arrêt de la reproduction et empêcher l'arrivée de nouveaux éléphants.



La FFW a porté ce combat jusque dans les urnes.

A Barcelone, une initiative populaire a réuni les signatures nécessaires et a été adoptée. Face au refus de la ville de la respecter, nous avons saisi la Justice. Entre-temps, deux éléphantesses sont mortes : Yoyo, puis Susi.

Depuis janvier 2026, Bully, 41 ans, est la dernière éléphante du zoo. Celui-ci vient d'annoncer qu'elle sera aussi la dernière à y être détenue.

C'est une immense victoire. Et un exemple pour tous les zoos, y compris en Suisse. Aucun zoo ne peut offrir à ces animaux hautement sociaux et intelligents ce dont ils ont fondamentalement besoin : la liberté de choisir et de se déplacer.

La FFW fera tout pour que Bully rejoigne au plus vite un sanctuaire, comme le Pangea Elephant Sanctuary au Portugal, et puisse enfin vivre dans le respect des besoins de son espèce.

Votre testament en faveur des animaux et de la nature

CONTINUEZ À PROTÉGER LES ANIMAUX ET LA NATURE, AU DELÀ DE VOTRE EXISTENCE.

Que ce soit en Suisse ou dans le monde, la Fondation Franz Weber est la championne de la cause animale et de la protection de la nature. Pour nous, il est de notre devoir de défendre et de donner une voix à ceux qui n'en ont pas.

Si votre souhait est de venir en aide à la nature et aux animaux, même au-delà de votre existence, nous vous remercions de penser à la Fondation Franz Weber dans vos dernières volontés.

Contactez-nous par téléphone pour un conseil confidentiel et sans engagement. Notre spécialiste, Lisbeth Jacquemard, vous soutiendra volontiers et se fera un plaisir de vous renseigner.

Fondation Franz Weber
Case postale, 3000 Berne 13
T +41 (0)21 964 24 24

VOTRE GUIDE SUCCESSORAL

Commandez gratuitement notre guide successoral spécialement conçu pour vous.

ffw@ffw.ch ou
T +41 (0)21 964 24 24





LA COLOMBE ROUGE

FFW.ch

Venezuela et Colombie : la Colombe Rouge reprend son envol

Lorsque les séismes ont frappé la côte vénézuélienne le 24 juin 2026, puis la Colombie en août, des milliers de personnes sont décédées ou ont vu leur vie basculer. Les animaux aussi ont été durement touchés : blessés, abandonnés, livrés à eux-mêmes dans les rues ou enfermés dans des habitations endommagées, parfois sans nourriture ni soins. Grâce à sa présence en Amérique latine depuis de nombreuses années, la Fondation Franz Weber (FFW) a été en mesure d'agir. Sous l'égide de la Colombe Rouge, la FFW coordonne donc depuis fin juin des équipes vétérinaires au Venezuela et en Colombie pour porter secours aux animaux victimes de ces catastrophes.

**LEONARDO ANSELM**

Directeur en Europe du Sud et en
Amérique latine

Violents séismes au Venezuela et en Colombie : les animaux, victimes oubliées

Le 24 juin 2026, deux puissants séismes, de magnitudes 7,2 et 7,5, ont frappé le Venezuela aux alentours de 18 heures, heure locale. Dès le soir de la catastrophe, plus de 60 000 personnes étaient portées disparues. De nombreux bâtiments se sont effondrés à Caracas ainsi que dans les villes et villages environnants. Moins de deux mois plus tard, le 10 août, la Colombie était à son tour frappée par

un séisme de magnitude 7,4, qui a fait des centaines de disparus et causé d'importants dégâts à Cali, à Pereira et dans le département du Chocó. Face à l'ampleur du drame humain, on oublie souvent que les animaux paient eux aussi un lourd tribut : blessés, tués, portés disparus ou ensevelis sous les décombres.

Très vite, les appels à l'aide ont afflué de toutes parts. Pour la Fondation Franz Weber, présente depuis de nombreuses années en Amérique latine, une chose était évidente : nous devons agir – et nous en avons les moyens. Mais envoyer des médicaments, de la nourriture ou de l'argent ne suffisait pas. Dans une région sinistrée, où les routes sont coupées, les communications perturbées et les structures locales fragilisées, l'aide risque de ne jamais parvenir à ceux auxquels elle est destinée. Nous voulions donc être présents sur le terrain, identifier les besoins, soigner les animaux et nous assurer que l'aide arrive réellement au bon endroit, au bon moment.



À Chocó, des habitants patientent avec leurs animaux dans les bras pour leur permettre de recevoir des soins. Photos : FFW



Santiago, l'un des vétérinaires colombiens dépêchés au Venezuela, nourrit une chatte parmi les décombres de Caraballeda.



Sous la tente vétérinaire mobile installée à Chocó, deux vétérinaires prodiguent les premiers soins à une chatte.



À La Guaira, l'une des vétérinaires colombiennes nourrit les chats d'une colonie ayant survécu au séisme.



En plus des soins d'urgence, près de 400 stérilisations ont été réalisées ces dernières semaines à La Guaira.

Une mission particulièrement difficile à mettre sur pied

Dès le 26 juin, notre équipe en Amérique du Sud s'est mise au travail. Il a fallu obtenir les autorisations, constituer et faire entrer au Venezuela, puis en Colombie, une équipe vétérinaire, acheminer médicaments, matériel et tonnes de nourriture, organiser les transports, trouver véhicules, hébergements et carburant, assurer les communications et parvenir à transférer les fonds nécessaires.

À ces défis logistiques considérables s'ajoutaient les conséquences directes des séismes : routes coupées, communautés isolées et pénuries d'eau potable, d'électricité et de carburant. Quarante-huit heures seulement après le début des opérations, une grande

partie de notre équipe est en outre tombée malade, nous contraignant à réorganiser rapidement l'ensemble de la mission.

Urgence vétérinaire au Venezuela

Lorsque notre équipe vétérinaire est arrivée à Caraballeda et à Playa Grande, dans l'État de La Guaira, douze jours après les séismes, les grandes opérations de sauvetage étaient terminées. Une intervention moins visible, mais bien plus vaste, commençait alors : soigner les animaux souffrant de malnutrition, de déshydratation, de maladies, de traumatismes ou d'un affaiblissement immunitaire. Depuis notre base installée à Caraballeda, les équipes ont parcouru les zones sinistrées de maison en maison. Dans presque chaque

foyer abritant des animaux, des soins étaient nécessaires.

Car un animal n'a pas besoin d'avoir été enseveli pour être victime d'une catastrophe : le manque d'eau et de nourriture, l'exposition aux intempéries, le stress et l'interruption des soins peuvent rapidement rendre mortelle une affection jusque-là bénigne. Du 3 juillet au 18 août, nous avons ainsi assuré près de 5 000 consultations auprès de plus de 3 000 animaux et distribué plus de 20 tonnes de nourriture. Une fois les animaux suffisamment rétablis, près de 400 stérilisations ont également été réalisées. La FFW a enfin contribué à la reconstruction partielle de l'hôpital vétérinaire de Valencia, endommagé par les séismes.

Une catastrophe après l'autre

Alors que l'opération de secours au Venezuela battait encore son plein, une nouvelle catastrophe s'est produite : le 10 août, un violent séisme a frappé la Colombie. Quelques heures après, nos équipes étaient déjà mobilisées. En moins de 72 heures, cinq sauveteurs brésiliens rejoignaient Cali, tandis que cinq membres de l'association vétérinaire GRAVED Colombia se rendaient de Bogotá à Pereira. Au terme de la

phase de sauvetage urbain, achevée les 19 et 20 août, au moins douze animaux avaient été extraits vivants des décombres.

Dans le Chocó, département du nord-ouest de la Colombie, nous avons découvert une autre réalité. Les grands immeubles y sont rares, mais le séisme a aggravé une urgence humaine et animale déjà profonde dans l'un des territoires les plus pauvres du pays.

Nos équipes y ont trouvé des animaux malades, dénutris et vivant dans des conditions extrêmes. Une tente mobile réunissant six vétérinaires a donc été mise en place pour parcourir les communautés les plus isolées. Annoncée la veille par des affiches et le bouche-à-oreille, chaque intervention permet aux familles de bénéficier gratuitement de consultations, de traitements, de médicaments et de nourriture pour leurs animaux.



À Chocó, un habitant reprend le chemin de sa maison avec ses chiens et de la nourriture pour eux.



À Chocó, une grande partie de l'aide a été acheminée en pirogue et à travers la jungle, grâce au précieux soutien de la population locale.



Centre de collecte et de distribution de l'aide à Chocó.



Quelques heures à peine après le séisme, des appels pour retrouver les animaux disparus ont commencé à circuler dans plusieurs villes colombiennes.

La catastrophe passée, les soins continuent

La mission doit se poursuivre jusqu'à la fin du mois de septembre, avec l'objectif de dépasser les 3 000 soins vétérinaires, puis être prolongée en octobre afin de réaliser au moins 3 000 stérilisations, si l'état de santé des animaux le permet. La Fondation Franz Weber ne peut pas agir partout, et à chaque catastrophe. Nous nous trouvons cette fois dans une situation privilégiée, vu notre présence sur place depuis de nombreuses années, et avons pu faire la différence pour de nombreux animaux sinistrés.

Une catastrophe ne s'achève ni lorsque le dernier survivant est extrait des décombres, ni lorsqu'elle disparaît de l'actualité. Des animaux sauvés eux-mêmes aux familles patientant devant notre tente dans le Chocó, une même vérité s'impose : prendre soin des animaux, c'est aussi rendre aux familles dévastées une part de leur foyer.



Un chiot secouru à Chocó.



Joaquín et Duque lors de leur troisième visite à la tente vétérinaire, deux semaines après leur première consultation.

Joaquín et Duque : une rencontre au milieu des décombres

Joaquín avait lui-même presque tout perdu : sa maison, son travail et des personnes qui lui étaient proches. Pourtant, lorsqu'il aperçut un chien blessé qui traînait ses pattes arrière au milieu des décombres, il le prit dans ses bras et l'amena jusqu'à notre tente vétérinaire. « Je ne pouvais pas passer mon chemin », nous dit-il en larmes. Notre équipe soigna et nourrit alors l'animal. Peu à peu, il retrouva sa mobilité et ses forces. Aujourd'hui, le chien nommé Duque marche à nouveau. Et Joaquín a décidé de l'adopter. Leur histoire dit mieux que tous les chiffres ce que nous voyons au Venezuela : même parmi ceux qui ont presque tout perdu, nombreux sont ceux qui continuent à se battre pour sauver les animaux.

Meli, sauvée une seconde fois

Au milieu des ruines d'un immeuble de Cali, en Colombie, les sauveteurs demandèrent soudain le silence. Sous les amas de fer et de béton, un bruit venait de trahir la présence d'une chienne encore en vie. Il fallut onze heures de travail à cinq vétérinaires-pompiers brésiliens et aux équipes locales pour atteindre Meli. Lorsqu'un sauveteur émergea enfin des décombres en la portant dans ses bras, elle était effrayée et affaiblie, mais ne présentait aucune blessure grave. Son image a fait le tour du monde.

Meli était sauvée pour la deuxième fois. María Leidy, une protectrice des animaux bien connue à Cali, l'avait autrefois libérée d'un fil de fer barbelé qui lui blessait le cou. María Leidy et son fils adolescent ont péri dans le séisme. Son mari a survécu et tente aujourd'hui de reconstruire son foyer avec Meli et trois chats, eux aussi rescapés. Au cœur d'une perte irréparable, ces quatre animaux incarnent ce qui demeure : les liens, l'affection et une famille brisée, mais qui continue d'exister.



Meli respire enfin à l'air libre, quelques secondes après avoir été extraite des décombres à Cali.



La Colombe Rouge de la FFW

En 1981, Judith et Franz Weber imaginaient une Croix-Rouge pour les animaux. Ils leur donnèrent un nom : la Colombe Rouge. Son principe était aussi simple que visionnaire : lorsque des animaux sont en détresse à la suite d'une catastrophe naturelle, d'un accident ou d'une situation provoquée par l'homme, des équipes formées doivent pouvoir se rendre sur place pour leur porter secours. La Colombe Rouge devait ainsi « prévenir et alléger la souffrance des animaux » et protéger leur vie et leur santé.

Quarante cinq ans plus tard, la Colombe Rouge reprend son envol là où nous avons les moyens d'agir concrètement et efficacement, comme au Venezuela et en Colombie.

SAN ACAN : centre de sauvetage pour tortues terrestres

Pendant trois ans, San Acan, c'était surtout des études, des plans, des expertises et des concepts techniques. Derrière tous ces préparatifs se posait une question cruciale : que devient une tortue terrestre d'Argentine après avoir été sauvée des mains de trafiquants d'animaux sauvages, abandonnée après avoir été détenue pendant des années comme animal de compagnie ou retrouvée blessée ?



Une tortue terrestre sauvée est examinée par des vétérinaires. Photos : FFW



TOMAS SCIOLLA
Directeur
du Sanctuaire Equidad

Jusqu'à présent, la réponse était souvent la suivante : une vie entière en captivité. La région ne disposait d'aucun centre spécialisé capable d'accueillir ces animaux, d'évaluer leur état de santé et leur potentiel de réhabilitation et, lorsque cela était possible, de les préparer à retourner dans la nature.

La Fondation Franz Weber (FFW) a donc décidé de créer cette structure, dont le besoin se faisait fortement sentir, à Equidad. Notre réserve, qui a pu être agrandie il y a quelque temps

grâce à l'acquisition de terrains supplémentaires, offre suffisamment d'espace pour accueillir ce projet, au cœur de l'aire de répartition naturelle de l'ancêtre tortue du Chaco (*Chelonoidis chilensis*), l'espèce de tortue terrestre vivant le plus au sud de la planète.

Des autorisations à la réalisation

Une étape décisive a été franchie au début de cette année, lorsque le gouvernement argentin a accordé à la FFW l'ensemble des autorisations et agréments nécessaires au projet « Sauvetage et protection de la tortue du Chaco ».

Après plusieurs années de préparation, le projet a ainsi pu entrer dans sa phase de réalisation. La direction du projet, les membres de l'équipe, les bénévoles et les habitants de la région ont travaillé main dans la main pour donner vie aux plans. Peu à peu, des infrastructures, des enclos et des abris ont vu le jour au cœur de l'habitat naturel de l'espèce.

La première étape est d'ores et déjà achevée : un enclos de quarantaine d'environ 300 mètres carrés est entièrement terminé et opérationnel. Il offre aux tortues sauvées un espace d'accueil sécurisé. Une ceinture protectrice naturelle les tient à l'abri des prédateurs, tandis que plusieurs secteurs permettent de les séparer selon leur état de santé et les exigences de la quarantaine.

Des abris, des points d'eau, des cactus et d'autres plantes indigènes ont été aménagés sur l'ensemble du site afin que les tortues puissent vivre dans un environnement aussi proche que possible de leurs conditions naturelles.

Bien que les vastes espaces consacrés à la réhabilitation et à l'accueil permanent soient encore en construction, l'achèvement de la zone de qua-

rantaine a déjà permis à la Fondation Franz Weber de mener ses premières opérations de sauvetage urgentes.

Le sauvetage ne suffit pas

La tortue du Chaco est menacée par la destruction de son habitat et par des décennies de trafic illégal destiné au commerce des animaux de compagnie. Chaque tortue prélevée dans la nature signifie aussi la disparition progressive de son rôle écologique : au cours de leurs déplacements, les tortues terrestres disséminent des graines, ameublissent le sol et contribuent ainsi à la régénération naturelle de la végétation.

Si leurs populations continuent de décliner, ces fonctions écologiques essentielles disparaîtront elles aussi dans certaines parties de leur aire de répartition naturelle. Le sauvetage et la réhabilitation des tortues ainsi que, lorsque cela est possible, la réintroduction dans la nature des individus aptes à y retourner doivent donc constituer un élément central de la protection de l'espèce.

Toutes les tortues sauvées ne peuvent cependant pas être relâchées. Les maladies, les blessures, de longues années de captivité ou des modifications du comportement peuvent rendre impossible leur retour dans la nature. À San Acan, chaque animal fait donc l'objet d'un examen individuel afin de déterminer la solution la plus responsable.

Les tortues qui en sont capables sont réhabilitées, relâchées dans la nature, puis suivies. Celles qui ne peuvent plus y retourner trouvent à San Acan un foyer permanent, dans des conditions aussi naturelles que possible.

Une nouvelle station scientifique

Parallèlement à l'aménagement de la zone de quarantaine, désormais ache-

vée, la Fondation Franz Weber a entrepris la rénovation d'un vieux bâtiment à Equidad, qui accueillera à l'avenir une station scientifique et un centre opérationnel. Des examens vétérinaires, des mesures de quarantaine, des analyses en laboratoire, des traitements et des interventions chirurgicales pourront y être réalisés.

La station réunira également les conditions nécessaires à la recherche scientifique, au stockage des médicaments et à l'analyse des causes de mortalité. Elle servira en outre de base technique pour évaluer les futures remises en liberté et assurer le suivi ultérieur des animaux.

Parachever le retour vers la nature

San Acan est le premier centre situé au sein de l'aire de répartition naturelle de la tortue du Chaco à se consacrer exclusivement à son sauvetage et à sa réhabilitation – et le premier établissement spécialisé de ce type dans toute la région.

Depuis des millénaires, les tortues symbolisent la protection, l'endurance et la force nécessaire pour porter le poids du monde. Aujourd'hui, c'est à notre tour de les protéger. Avec San Acan, la Fondation Franz Weber s'est donné pour mission de préserver ces animaux ancestraux et de leur ouvrir la voie vers un retour à la nature.



Une tortue du Chaco, à l'abri à San Acan.

Trois chevaux trouvent un refuge sûr à Bonrook, en Australie

En mai dernier, le sanctuaire de chevaux sauvages de la FFW, Bonrook, en Australie, a accueilli trois nouveaux pensionnaires qui avaient urgemment besoin d'un foyer. Traveller, Twink et Patch ont chacun une histoire différente, marquée par la négligence et la maltraitance, ou alors par un changement dans la situation personnelle de leurs propriétaires. Aujourd'hui, ils ont un point commun : à Bonrook, ils ont trouvé un refuge sûr.



VIKTORIA KIRCHHOFF

Représente de la FFW en
Australie & Chargée de projet pour
les sanctuaires de chevaux

Twink est aveugle de l'œil gauche, dont la couleur blanchâtre témoigne clairement de la perte de vision. À Bonrook, son handicap ne l'empêche pas de vivre en sécurité, dans un environnement protégé et adapté à ses besoins.

Photos : Tim Hamilton



Avant – Traveller à son arrivée à Bonrook : le jeune étalon était extrêmement maigre et affaibli. Il avait besoin de soins et d'une alimentation adaptée pour reprendre progressivement des forces.

Traveller se distingue immédiatement par son apparence exceptionnelle. De robe cremello, il possède un pelage crème très clair, une crinière et une queue blanches, une peau rose ainsi que d'étonnants yeux bleus. Cette robe rare apparaît lorsqu'un cheval hérite du gène dit « crème » à la fois de sa mère et de son père.

Traveller vit désormais avec les autres chevaux de la station dans les pâturages entourant le homestead. Bien que ce beau cremello occupe une position très subordonnée dans la hiérarchie du troupeau, il s'est bien acclimaté à son nouvel environnement. Grâce à une alimentation de qualité et aux soins qui lui ont été prodigués, il s'est rétabli avec une rapidité étonnante. Quelques semaines seulement après son arrivée, il avait déjà repris beaucoup de poids et est désormais en bonne santé.

Traveller – une seconde chance pour un jeune étalon

Traveller, un étalon Australian Stock Horse (« cheval de travail australien »), âgé d'environ 18 mois, est arrivé à Bonrook à la fin du mois de mai 2026. Son histoire a commencé tragiquement : maltraité dans une autre station, Traveller avait été recueilli en urgence par une spécialiste du comportement équin établie à quelque 250 kilomètres au sud de Bonrook. Le jeune étalon était sous-alimenté, extrêmement amaigri et affaibli. Malheureusement, elle ne disposait ni de suffisamment d'espace, ni des capacités nécessaires pour s'occuper de lui sur le long terme. Elle a donc sollicité l'aide de la Fondation Franz Weber (FFW). À la fin du mois de mai, notre responsable de la station, Sam Forwood, est allé chercher Traveller et l'a conduit à Bonrook.



Après – Traveller six semaines plus tard : la transformation est spectaculaire. Il a repris du poids, retrouvé ses forces et partage désormais son quotidien avec son nouvel ami Maluka.

Lors de mon dernier séjour à Bonrook, en juin, j'ai eu la chance de faire la connaissance de Traveller. Quel adorable jeune cheval, doté d'un caractère particulièrement doux ! Il est encore un peu craintif, mais accorde sa confiance dès qu'il comprend qu'on lui veut du bien.

Twink et Patch – un nouveau foyer pour deux compagnons de longue date

Twink et Patch sont eux aussi arrivés à Bonrook en mai 2026. Leur propriétaire, qui vivait à Darwin, devait déménager avec sa famille dans un autre État australien et s'est retrouvée confrontée à une question difficile : que faire de ses deux chevaux ?

Soucieuse d'éviter qu'ils ne finissent un jour à l'abattoir, elle a cherché désespérément un lieu sûr pour ses compagnons de longue date. La FFW a décidé d'accueillir les deux chevaux à Bonrook et de leur offrir un foyer permanent.

Twink, une jument Australian Stock Horse née en 2009, est aveugle de l'œil gauche depuis de nombreuses années. Malgré ce handicap, elle est très sûre d'elle et s'adapte facilement aux situations nouvelles.

Son compagnon Patch est un hongre brumby âgé d'environ 23 ans, qui avait déjà été sauvé lorsqu'il était poulain. Particulièrement proche des humains,

il aime la nourriture par-dessus tout et une carotte suffit à le motiver à faire presque n'importe quoi. En raison de son âge, ses dents sont déjà très usées. Nous humidifions donc ses aliments afin de lui faciliter la mastication.

Twink et Patch se sont déjà bien acclimatés à Bonrook. Tous deux profitent de leur nouveau foyer et s'intègrent peu à peu au troupeau des chevaux de la station.

Inquiétude pour le responsable de longue date de notre station

En juillet, Sam Forwood, responsable de longue date de Bonrook station, a célébré ses trente années de service à Bonrook, une étape remarquable.

Nous n'avons malheureusement pas pu fêter cet anniversaire si particulier, car Sam a dû être hospitalisé en urgence à Darwin à la fin du mois de juin. Son cancer a récidivé, et après plusieurs chimiothérapies ces derniers mois, il a souffert de graves complications qui ont, un temps, engagé son pronostic vital. Il est toujours hospitalisé, mais son état s'est heureusement stabilisé.

Lors de mon dernier séjour à Bonrook, j'ai pu organiser rapidement la venue de deux personnes expérimentées, qui avaient déjà travaillé avec nous. Elles assurent les tâches les plus importantes de la station jusqu'au rétablissement de Sam.

De tout cœur, et de la part de toute l'équipe, nous souhaitons à Sam un rétablissement complet et rapide. Nous espérons pouvoir l'accueillir à nouveau à Bonrook, quand le moment sera venu.



Le vieux hongre brumby Patch et Twink, sa compagne de longue date, sont arrivés ensemble à Bonrook en mai 2026. Leur propriétaire devait quitter la région avec sa famille pour s'installer dans un autre État australien et ne pouvait pas emmener ses deux chevaux.



Un requin-nourrice (*Ginglymostoma cirratum* ; esp. tiburón nodriza) à l'« Aquarium » de San Andrés. Malgré son nom, il ne s'agit pas d'un aquarium au sens propre, mais d'un site naturel en pleine mer, où les animaux évoluent librement dans leur milieu. Le requin-nourrice en est l'une des principales attractions et témoigne de la diversité marine locale. Photo : Leïla Ezzat

Saltwatta Roots : un vent d'espoir pour la mer des Caraïbes

Au cœur de la mer des Caraïbes, l'archipel colombien de San Andrés, Providencia et Santa Catalina émerge d'un monde marin d'une richesse exceptionnelle : la réserve de biosphère Seaflower, l'une des plus vastes au monde, reconnue par l'UNESCO. Pourtant, ce patrimoine commun à six pays est aujourd'hui fragilisé par le tourisme de masse, la pollution, la surpêche, le changement climatique et les différends territoriaux. Avec Saltwatta Roots, la Fondation Franz Weber œuvre à faire émerger une autre voie : réunir pêcheurs, communautés raizales et afro-caribéennes, scientifiques et responsables politiques autour d'une gouvernance partagée de ce « maritorio » sans frontières naturelles. Une initiative porteuse d'espoir pour la Caraïbe sud-occidentale, et un modèle pour les océans du monde : une seule mer, un avenir commun.



LEÏLA EZZAT

Ecologue aquatique
et rédactrice freelance

Au cœur des Caraïbes : la réserve de biosphère « Seaflower »

Au cœur de la mer des Caraïbes, l'archipel de San Andrés, Providencia et Santa Catalina s'inscrit dans la réserve de biosphère Seaflower, reconnue par l'UNESCO depuis 2000. Sur près de 180'000 km², mangroves, herbiers marins et récifs coralliens composent

l'un des plus vastes et des plus précieux sanctuaires marins de l'hémisphère nord, abritant plus de 2'500 espèces.

Malgré cette richesse, l'archipel fait face à des défis majeurs: tourisme de masse et surpopulation, surpêche, pollution généralisée, changement climatique, introduction d'espèces invasives, maladies coralliennes. Par ailleurs, cette mer n'appartient pas à un seul Etat : la Colombie, le Nicaragua, le Costa Rica, le Panama, le Honduras et la Jamaïque. Autant de menaces - et de frontières - qui appellent à une gouvernance régionale partagée du "maritorio".

Un équilibre insulaire bouleversé

Bien avant de devenir une destination touristique, San Andrés vivait au

rythme de la mer. Dès le milieu du XIXe siècle, un régime de port franc permettait aux communautés d'échanger librement leurs produits avec les territoires voisins de la Caraïbe. La pêche artisanale, la culture de la noix de coco et les terres familiales formaient alors le socle d'une économie insulaire, ancrée dans les pratiques maritimes et portée par les communautés raizales, peuple afro-caribéen originaire de l'archipel. La protection du milieu marin ne constituait pas encore un objectif politique : elle était profondément inscrite dans les savoirs, les pratiques et le mode de vie de la population.

Cet équilibre s'est progressivement rompu après 1945. La taxation des exportations de noix de coco, puis



Cayo Bolívar est un atoll corallien situé au cœur de la réserve de biosphère Seaflower. Il se trouve à environ 25 à 30 kilomètres au sud-ouest de l'île colombienne de San Andrés. Depuis 2016, l'atoll est fermé aux excursions touristiques afin de protéger son écosystème fragile.

l'instauration officielle du port libre en 1953, ont réorienté l'économie vers le tourisme et le commerce de produits importés. Les activités traditionnelles ont reculé, tandis que les visiteurs et les nouveaux habitants affluaient. Kent Francis, figure du peuple raizal et premier gouverneur de l'archipel, décrit cette bascule : l'économie locale – agriculture, noix de coco et pêche – a été déplacée au profit d'un commerce destiné aux visiteurs de passage. En 75 ans, dit-il, la santé environnementale a décliné tout comme le comportement des gens et leur rapport à l'environnement changé. La surpopulation et le développement d'un modèle économique tourné vers la consommation ont ainsi fragilisé à la fois la nature, l'autonomie des communautés et leur patrimoine maritime.

Un mer partagée - des frontières qui la morcellent

La nature ne connaît pas de frontières. En 2012, pourtant, la Cour internationale de justice (CIJ) redessine la frontière maritime entre la Colombie et le Nicaragua. La réserve Seaflower – originellement sous l'égide de la Colombie – se trouve morcelée entre plusieurs pays qui n'appliquent pas les mêmes mesures de protection. La Colombie perd environ 80'000 km² d'espace maritime. Depuis, CORALINA, l'autorité environnementale colombienne chargée de la réserve, ne peut plus intervenir dans une grande partie de cet écosystème qu'elle protégeait jusqu'alors. Pour Kent Francis : « Les frontières sont devenues des murs au lieu d'espaces ouverts permettant la coopération »

Cette division a des conséquences très concrètes. Les pêcheurs artisanaux rencontrent davantage de difficultés pour accéder à leurs zones de pêche traditionnelles, tandis que les activités illégales sont difficiles à surveiller. Sur-tout, les règles diffèrent fortement d'un pays à l'autre : certaines techniques de pêche destructrices, interdites en Colombie, demeurent autorisées ailleurs. Or les poissons, les courants circulent sans passeport et ignorent ces frontières. Les dommages causés dans les eaux d'un État peuvent ainsi compromettre les efforts de conservation de toute la région.

Protéger Seaflower exige donc de dépasser les différends politiques et de construire des règles communes. C'est précisément l'ambition de Saltwatta Roots, la campagne menée par la Fondation Franz Weber sur place : permettre aux communautés qui vivent de cette mer de défendre ensemble leur patrimoine naturel.

Saltwatta Roots : protéger la mer avec ses peuples

Née en 2019 à l'initiative du peuple raizal en collaboration avec la Fondation Franz Weber, Saltwatta Roots part d'une conviction simple : l'avenir de la mer doit se construire avec celles et ceux qui en vivent et la protègent depuis des générations. L'initiative réunit ainsi les communautés afro-caribéennes et côtières de Colombie, du Nicaragua, du Costa Rica, du Panama, de la Jamaïque et du Honduras, puis crée des passerelles avec les scientifiques, les associations locales et les autorités politiques. À terme, elle ambitionne de faire reconnaître une réserve de biosphère transfrontalière, à la mesure de l'unité écologique, culturelle et historique de la région.



Première Rencontre créole, septembre 2021, organisée par la Fondation Franz Weber.

De gauche à droite : Hillary McCloud (Costa Rica), Ana Teresa Williams (Costa Rica), Raisa Banfield (Panama), Shawn Taylor (Jamaïque) et Kenly Lewis (Nicaragua).



Comme la plupart des récifs coralliens à travers le monde, ceux des Caraïbes sont soumis à de nombreuses pressions. Certaines sont globales, notamment le changement climatique, tandis que d'autres sont locales : pollution, maladies, surpêche, tourisme et urbanisation. Quelques colonies persistent encore dans les lagons peu profonds comme l'illustre ce corail cerveau. Photo : Leïla Ezzat



Un contraste saisissant entre les plages du nord de l'île de San Andrés, envahies par les touristes venus du continent, et le reste de l'archipel, plus calme, encore préservé, où les communautés retrouvent leur place du reste de l'archipel. Photos : Leïla Ezzat

En sept ans, Saltwatta Roots a transformé cette vision en un véritable réseau régional. Les Rencontres créoles organisées à San Andrés en 2021 puis à Cahuita, au Costa Rica, en 2022 ont permis aux communautés de partager leurs expériences et de définir leurs priorités. De ces échanges est né, en 2022, le Manifeste afro-caribéen, signé par six peuples de la région. Son message est essentiel : protéger la mer, c'est aussi préserver les cultures, les savoirs et les moyens de subsistance de ses gardiens. L'initiative a également accompagné le projet d'autogouvernement du peuple raizal, qui reconnaît officiellement la notion de maritorio, et contribué à la création de la Confédération des peuples de la Caraïbe sud-occidentale.

Ce travail patient reste souvent invisible : écouter, créer des liens, organiser des rencontres et bâtir la confiance au-delà des frontières. Pour Mateo Córdoba, coordinateur de Saltwatta Roots et représentant de la FFW en Colombie, c'est pourtant là que réside la force de la campagne.

Saltwatta Roots n'entend pas parler à la place des peuples, mais leur offrir une plateforme vivante pour se rencontrer, s'organiser et faire entendre ensemble leur voix.

Faire naître le changement sur le terrain

La prochaine étape se jouera d'abord dans l'eau et sur les rivages. Saltwatta Roots envisage de mettre en œuvre des projets de conservation communautaire : restaurer des récifs coralliens dégradés, former des pêcheurs à la gestion du poisson-lion (une espèce invasive qui décime les poissons récifaux) et créer un lieu de rencontre et de partage pour les pêcheurs artisanaux, pour favoriser la transmission des savoirs et l'élaboration de solutions communes. Ces premiers projets doivent donner une réalité tangible à la coopération régionale : restauration de récifs, amélioration de la gestion des espèces invasives, communautés à nouveau actrices de l'avenir de leur mer. Saltwatta Roots continuera parallèlement à rapprocher les communautés séparées par la frontière

entre la Colombie et le Nicaragua. Tandis que les deux États négocient encore, pêcheurs, scientifiques et représentants locaux doivent pouvoir dialoguer, comparer leurs pratiques et agir ensemble, de part et d'autre de la frontière, sur les ressources qu'ils partagent. Car gérer une zone de pêche d'un côté de la frontière ne suffit pas si la surpêche ou la pollution se poursuivent de l'autre.

Une seule mer, un avenir commun

Avec la Fondation Franz Weber, Saltwatta Roots soutient les communautés qui construisent déjà cette gouvernance partagée. L'archipel de San Andrés, Providencia et Santa Catalina a beaucoup à nous enseigner : laboratoire éco-socio-politique, frontières poreuses, diversité culturelle, pressions sur la biodiversité, il vit depuis des décennies des crises que le monde découvre aujourd'hui. Une gouvernance marine régionale ici, c'est aussi protéger les océans - et ceux qui en vivent - ailleurs. Une seule mer, un avenir commun.

Helvetia Nostra : le droit de recours au service de la nature

Organisation-sœur de la Fondation Franz Weber (FFW), Helvetia Nostra a pour objectif de protéger l'être humain et la nature, ainsi que de concevoir et de préserver des villes et des zones habitées où il fait bon vivre. Grâce au droit de recours que lui reconnaît la législation fédérale, elle peut intervenir lorsque ces biens précieux sont menacés et faire contrôler, jusque devant les tribunaux, la légalité des décisions prises. Un contrepoids indispensable face aux intérêts économiques et aux pressions politiques. Une voix indépendante pour la nature et le paysage, qui ne peuvent se défendre eux-mêmes.



ANNA ZANGGER

Avocate et directrice des
campagnes internationales

Des appels au secours de toute la Suisse

Un arbre centenaire menacé par un projet immobilier. Un chalet historique promis à la démolition. Une prairie encore intacte appelée à disparaître sous une zone industrielle. De toute la Suisse, des citoyennes et des citoyens sollicitent Helvetia Nostra lorsqu'un pan de leur patrimoine naturel ou bâti est sur le point d'être irrémédiablement perdu.

Souvent, ils se sont déjà adressés à leur commune, ont alerté les autorités et tenté de mobiliser leur entourage. Mais face au poids des intérêts économiques, à la complexité des procédures ou à l'absence de volonté politique, leur voix peine à se faire entendre. Leur message se termine alors par ces mots : « Nous avons tout essayé. Vous êtes notre dernier espoir ».

Nature et paysages préservés

Fidèle à cet esprit, Helvetia Nostra examine chaque dossier avec soin, puis dépose, lorsque les conditions sont réunies, une opposition ou un recours. Elle agit parfois seule, mais le plus souvent aux côtés des habitants et d'autres organisations de protection de la nature. Le droit de recours que lui reconnaissent la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN) et la Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) lui permet d'intervenir pour éviter l'irréversible. Les exemples sont aussi nombreux que variés.

À Zurich, Helvetia Nostra et les riverains ont empêché l'installation, au-dessus du lac, d'un téléphérique soutenu par deux pylônes de 88 mètres qui aurait défiguré la vue sur les Alpes. Les Grands-Prés de Montreux, où un projet de 232 logements était prévu, ont pu être préservés par une action allant jusqu'au Tribunal fédéral. Ces dernières années, près de 100 arbres ont pu être sauvés tous les ans, dans toute la Suisse, par l'action d'Helvetia Nostra. À Tenniken, dans le canton de Bâle-Campagne, la mobilisation juridique et citoyenne a permis de préserver les 11'000 m² de prairie naturelle du Chilchacher, principal espace de détente du village, ainsi que son ruisseau.

Parfois, l'intervention porte sur l'avenir d'un territoire entier. À Montreux,

après plus de dix ans de procédure, Helvetia Nostra a obtenu du Tribunal fédéral l'annulation d'un plan d'affectation qui prévoyait des zones à bâtir excessives et protégeait insuffisamment les espaces verts, le patrimoine et les villages des Hauts. Dans les régions touristiques, Helvetia Nostra veille également au respect de l'initiative contre les résidences secondaires acceptée par le peuple en 2012, afin que les Alpes ne se couvrent pas de logements occupés quelques semaines par année.

Une action sous haute surveillance

Le droit de recours n'est ni un privilège sans contrôle ni un pouvoir exercé arbitrairement. Seules les organisations qui remplissent les conditions strictes fixées par la loi – notamment poursuivre un but non lucratif, agir à l'échelle nationale et œuvrer depuis au moins dix ans à la protection de l'environnement – peuvent en bénéficier. Leur activité est ensuite placée sous la surveillance de la Confédération. Chaque année, Helvetia Nostra doit remettre à l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) un rapport détaillé sur les procédures achevées : nombre de recours, autorités saisies, issue des affaires, accords conclus ou retraits éventuels.

Les statistiques ne mentent pas

Les chiffres démontrent un usage rationnel, ciblé et efficace du droit de recours. D'une année à l'autre, plus de la moitié des procédures connaissent une issue favorable à la cause défendue par Helvetia Nostra, que ce soit par l'admission du recours, le rejet d'un recours adverse ou le retrait du projet par son promoteur. En 2025, parmi les onze procédures achevées, huit se sont conclues favorablement : six recours d'Helvetia Nostra ont été admis, un recours déposé par des constructeurs a été rejeté et, dans une autre affaire, le

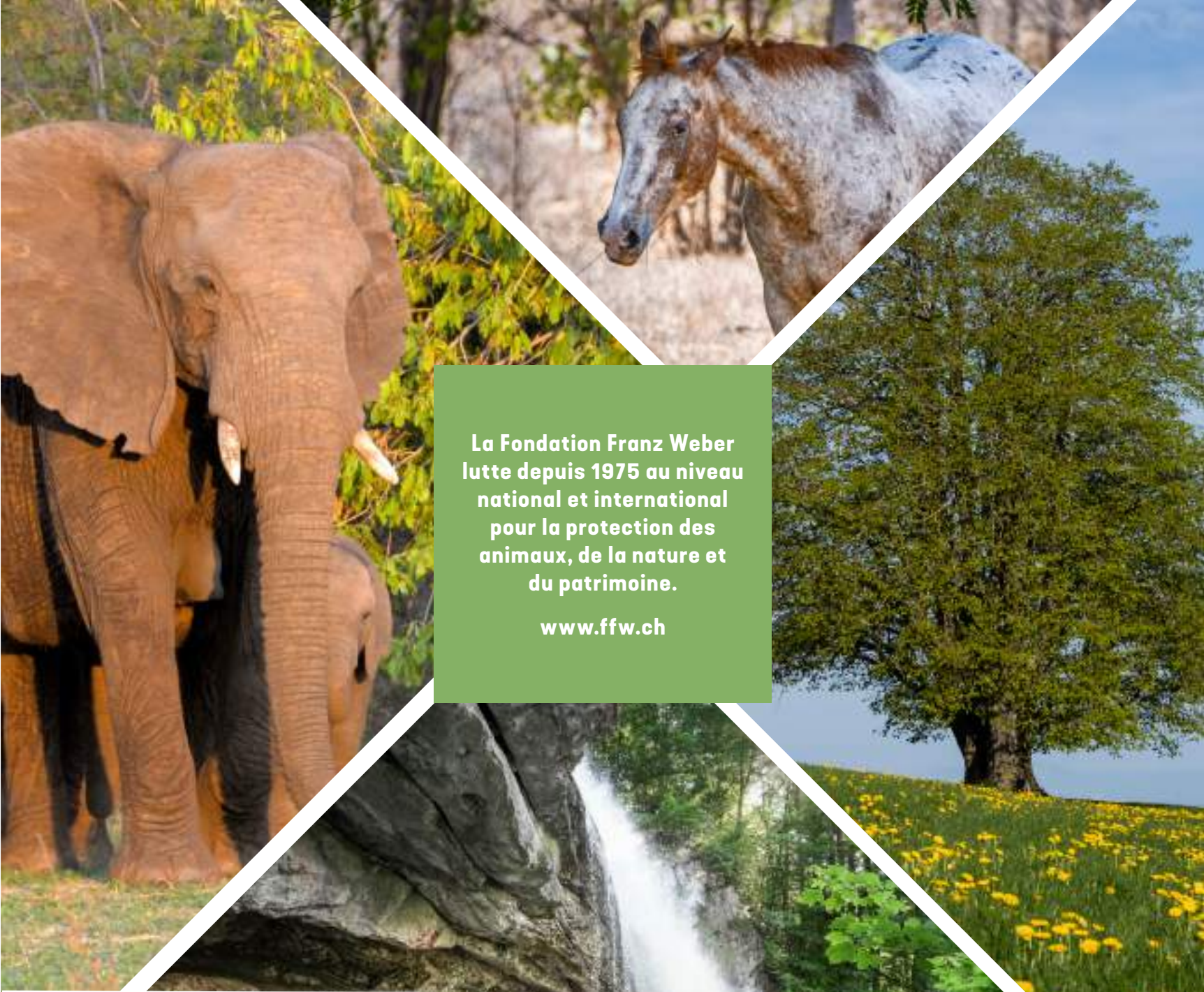
propriétaire a retiré son projet à la suite de notre intervention. Avec un taux de réussite de près de 73 %, ces résultats confirment que les procédures engagées par Helvetia Nostra reposent sur une sélection rigoureuse des dossiers et sur des arguments juridiquement solides.

Droit de recours toujours sous pression

Encore et encore, certains milieux tentent de restreindre le droit de recours des organisations, accusées d'empêcher le développement et de ralentir les procédures par pur esprit de contradiction. Les statistiques démentent pourtant ces accusations.

La pression politique reste néanmoins forte. En 2025, le Parlement fédéral a décidé d'exclure en principe du droit de recours fondé sur la LPN les projets de logements situés en zone à bâtir dont la surface de plancher est inférieure à 400 m², sous réserve de certains sites sensibles. Cette restriction n'est pas anodine : la valeur d'un arbre, d'une haie ou d'un habitat naturel ne dépend pas de la taille du bâtiment qui les menace. Helvetia Nostra continuera donc de défendre cet instrument démocratique essentiel, qui ne permet pas d'interdire un projet, mais simplement de demander à une autorité ou à un tribunal d'en contrôler la légalité – avant que les atteintes ne deviennent irréversibles.





**La Fondation Franz Weber
lutte depuis 1975 au niveau
national et international
pour la protection des
animaux, de la nature et
du patrimoine.**

www.ffw.ch

AVEC VOUS À NOS CÔTÉS, NOUS POUVONS
CONTRIBUER À REMETTRE AUX ENFANTS DU
MONDE UN LIEU DE PAIX ET D'HARMONIE
ENTRE LES ANIMAUX, LA NATURE ET LES HOMMES.

